

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES GRECQUES DU 9 AVRIL 2000

Jean Catsiapis *

ABSTRACT

Greece's PASOK (pan-Hellenic Socialist Movement), governed from 1981 to 1989, was returned to office in 1993 and 1996. The party won the April 9 elections after a close race. This last victory is primarily that of Prime Minister Costas Simitis, who took over from Andreas Papandreou, as head of government in January 1996 and as leader of PASOK in June 1996. What follows is a succinct review of the April elections including the campaign, voting patterns and expectations of the Greek People.

RÉSUMÉ

Revenu au gouvernement en 1993, après avoir exercé le pouvoir de 1981 à 1989, le Pasok (Mouvement socialiste pan-hellénique) déjà vainqueur des élections législatives du 22 septembre 1996, remporte à l'issue d'une campagne électorale très serrée, le scrutin du 9 avril 2000. Mais cette dernière victoire est surtout celle du Premier ministre Costas Simitis, qui succède à Andréas Papandréou à la tête du gouvernement en janvier 1996, puis à celle du Pasok au mois de juin suivant.

La dissolution du Parlement

À la fin de l'année 1999 les rumeurs de dissolution anticipée du Parlement allaient bon train à Athènes. En effet le mandat de ce Parlement arrivait à expiration à l'automne 2000 et le gouvernement Simitis souhaitait être en position forte, c'est à dire avec une confiance du peuple renouvelée au moment où il allait, cette année-ci, demander que la Grèce puisse adhérer à la zone euro. De plus l'élection du président de la République, prévue pour le mois de février risquait de déboucher aussi sur la dissolution du Parlement. En effet, la Constitution hellénique dispose qu'en cas d'impossibilité d'élection du chef de l'État au troisième tour de scrutin à la majorité des trois cinquièmes des députés (la majorité des deux tiers est exigée aux deux premiers tours) le Parlement est automatiquement dissous. Or comme le président, Costis Stéphanopoulos, candidat soutenu par le Pasok se heurtait au cours du dernier trimestre 1999 à des réticences de la part

* Université de Paris X

de la Nouvelle démocratie (NI), le grand parti de l'opposition de droite, il semblait inévitable que le gouvernement en soit réduit à provoquer des élections anticipées faute de pouvoir réunir la majorité requise pour obtenir l'élection du chef de l'État.

Finalement Constantin Caramanlis, le président de la ND, compte tenu de la grande popularité dont jouissait dans l'opinion publique, selon les sondages, le président Stéphanopoulos, décide de faire voter son parti en faveur de celui-ci. Le 8 février 2000, le chef de l'État, âgé de 74 ans, est ainsi réélu dès le premier tour de scrutin à une écrasante majorité, obtenant 269 voix sur 300, en rassemblant sur son nom les voix des députés du Pasok et de la ND. A cette élection présidentielle, Léonidas Kyrkos, le candidat du Synaspismos (Coalition de la gauche et du progrès) a obtenu dix voix, les députés du KKE (communiste) et de DIKKI (gauche populiste) ne participant pas de façon volontaire, au scrutin.

Dès la réélection du président Stéphanopoulos, le Premier ministre, invoquant notamment la prochaine candidature de la Grèce à faire partie de la zone euro, qui, sera rendue officielle, le 9 mars, annonce la dissolution du Parlement et la tenue des élections législatives pour le 9 avril.

La campagne électorale

La campagne électorale, très brève, n'a pas été l'occasion de débats passionnés. La politique étrangère, compte tenu du rapprochement gréco-turc, approuvé globalement par le Pasok et la ND, a été mise à l'écart des controverses opposant ces deux partis, qui, ont l'un et l'autre concentré leurs efforts de propagande sur les domaines économique et social.

La ND, avec son slogan "Il existe une Grèce meilleure et nous la voulons" a essentiellement promis aux électeurs une économie débarrassée de toutes contraintes et dominée par les principes du libéralisme. Constantin Caramanlis a aussi fait savoir que si son parti remportait les élections, aucune retraite n'aurait un montant inférieur à 150 000 drachmes par mois (soit environ 3000 francs français). Le

Pasok, de son côté a présenté un programme à coloration très fortement sociale pour faire oublier les quatre années de rigueur économique imposées par Costas Simitis depuis sa désignation au poste de Premier ministre. Ainsi a-t-il promis de créer 300 000 emplois dans la période 2000-2004, pour faire face au problème du chômage qui en 1999, était de l'ordre de 10,5% de la population active. Le Pasok a aussi pris l'engagement, que le niveau de vie des Grecs, l'un des plus faibles de l'Union européenne atteindrait en 2004, grâce au développement de l'économie nationale, les quatre cinquièmes de celui de la moyenne de l'Europe des 15.

Pour renforcer leurs chances de succès, le Pasok et la ND ont élargi leur assise électorale en faisant figurer sur leurs listes de candidats des personnalités extérieures à leurs formations. Costas Simitis a ainsi convaincu Vassilis Kontoyannopoulos, un ancien ministre de la ND, d'être candidat à Athènes sous les couleurs du Pasok. Et Constantin Caramanlis dans sa tentative de ramener à la ND plusieurs personnalités politiques, qui l'avaient quittée, a réussi à faire alliance avec Stéphanos Manos, fondateur de la formation I Filelefteri (Parti des Libéraux).

Les petits partis politiques ont dénoncé au cours de la campagne électorale la bipolarité de la vie politique et proposé en vain que pour les élections du 9 avril la représentation proportionnelle simple soit appliquée¹. Trop faible, le parti du Printemps politique (droite nationaliste) ne s'est pas présenté aux élections, son chef Antonis Samaras, appelant à voter pour Constantin Caramanlis. Les petites formations de gauche (KKE, Synaspismos et DIKKI) ont, comme à leur habitude, appelé les électeurs à les aider à atteindre la barre des 3%, seuil indispensable à franchir pour disposer d'une représentation parlementaire.

L'analyse des résultats

Le vote est obligatoire en Grèce, et l'abstention, a été de 25,03% c'est à dire d'un niveau comparable à celle enregistrée lors des élections législatives de 1996, qui a été de 23,65%.

Le premier enseignement des élections du 9 avril 2000 est d'observer que le Pasok, qui devance la ND de seulement un pour cent des suffrages exprimés, (43,79% contre 42,73%) obtient 158 sièges sur 300, ce qui prouve que le mode de scrutin de ces élections permet au parti vainqueur de disposer de la majorité absolue au Parlement pour pouvoir gouverner.

La deuxième leçon à tirer de ces élections concerne la bipolarisation de la vie politique. En effet depuis une vingtaine d'années le combat électoral en Grèce oppose seulement deux partis, le Pasok et la ND, qui à eux deux réunissent les trois quarts des suffrages (79,62% en 1996, 86,52% en 2000).

Résultats des élections législatives du 9 avril 2000

Partis	%		sièges	
	1996	2000	1996	2000
PASOK	41,49	43,79	170	158
Nouvelle Démocratie	38,12	42,73	111	125
KKE	5,61	5,53	11	11
Synaspismos	5,12	3,20	10	6
DIKKI	4,43	2,69	9	-

Il faut aussi noter le recul des petits partis : les communistes du KKE avec un score de 5,53% légèrement inférieur à celui obtenu en 1996 maintiennent un groupe parlementaire fort de 11 députés, le Synaspismos subit un échec certain en ne receillant que 3,20% des

voix mais sauve sa représentation parlementaire, et le parti DIKKI, est exclu du Parlement avec seulement 2,69% des suffrages exprimés.

On doit enfin remarquer que les partis pro-européens représentent une majorité écrasante du corps électoral alors que les formations politiques très hostiles à la construction européenne comme le KKE et le DIKKI sont ultra minoritaires. Au total si Simitis voit sa position renforcée, Caramanlis, qui au cours de la campagne électorale a su recentrer la ND en s'éloignant des positions d'une droite dure parfois prônée dans le passé par son parti, a réussi à faire progresser la formation qu'il dirige de 4,5% d'une élection à une autre, ce qui constitue pour lui un succès indéniable.

Le nouveau gouvernement

Formé au lendemain des élections du 9 avril 2000, Costas Simitis a formé un nouveau gouvernement, qu'il marque profondément de son empreinte. D'abord il décide de ne pas reprendre au gouvernement des hommes comme Gérassimos Arsénis, qui, élu avec difficulté, s'est rendu impopulaire avec sa réforme de l'éducation nationale, ou comme Evangelos Vénizélos dont l'ambition ouverte est de devenir lui-même Premier ministre à sa place.

Le nouveau gouvernement se caractérise, d'une part, par le maintien de ministres de grande expérience à des postes clés et d'autre part le retour d'hommes politiques écartés du pouvoir en 1999.

Sont ainsi maintenus à l'important ministère de l'Economie nationale et des Finances, Yannis Papantoniou dont l'action efficace a permis à la Grèce de poser sa candidature à la zone de l'euro, et à la tête de la diplomatie hellénique Georges Papandréou, l'artisan du rapprochement gréco-turc. Les ministres contraints à la démission en février 1999 en raison de l'affaire Ocalan font partie à nouveau du gouvernement comme Théodore Pangalos, qui s'est vu offrir le ministère de la Culture.

La féminisation certaine du Parlement grec qui s'est produite aux élections législatives du 9 avril 2000 avec 31 élues contre 17 en 1996

ne se retrouve pas dans le nouveau gouvernement où il y a 36 hommes et seulement 5 femmes. Au cours de son prochain mandat le Gouvernement Simitis doit mettre l'accent à la fois sur la modernisation du pays et sur les réformes sociales. Après l'austérité économique, qui leur a été imposée pendant de longues années, les Grecs aspirent à vivre dans un État attentif à leurs problèmes quotidiens. Ils ne veulent plus être des citoyens de seconde zone et veulent bénéficier de la même qualité de vie que celle dont jouissent les autres Européens.

NOTES

1. La représentation proportionnelle renforcée, qui favorise le parti arrivé en tête, a été utilisée pour les élections législatives du 9 avril 2000, comme elle l'avait déjà été lors des consultations précédentes.